

8 mars - journée de la femme

Femmes travailleuses et pauvres : en avant dans la lutte contre les licenciements et la misère!

En cette nouvelle journée de la femme, le monde vit une catastrophe, avec une vague de licenciements qui mène au désespoir des millions de travailleurs partout dans le monde. La crise économique n'est déjà plus une sombre prévision, mais une réalité cruelle. Des banques et des industries font faillite, les services publics sont abandonnés à leur sort et la production agricole chute brutalement.

Comme un château de carte, ce sont tous les secteurs de l'économie mondiale qui s'effondrent. Cela ouvre sur un constat qui combine chômage et augmentation des prix des aliments, approfondissement de la destruction de la santé et de l'éducation publiques et perte accélérée des droits les plus élémentaires. Les chiffres sont éloquentes. Aux Etats-Unis, selon les statistiques officielles, 2,6 millions d'emplois ont disparu en 2008. Et on prévoit qu'en 2009, un travailleur sur dix verra son emploi menacé. En Espagne le chômage est passé de 8,7% à 14%, un chiffre qui monte à 50% parmi les travailleurs immigrants. Pour l'Amérique latine, la Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) prévoit que la diminution du chômage observée des dernières années stoppera, et que les pays les plus touchés seront ceux dont l'émigration était une soupape de sécurité. L'OIT (Organisation Internationale du Travail) estime que le nombre de chômeurs dans le monde, augmentera de 50 millions, passant 190 à 230 millions, et que le nombre de travailleurs qui vivent avec moins d'un dollar par jour augmentera de 40 millions entre 2008 et le 2009. Le capitalisme impérialiste, qui a provoqué cette crise, montre ainsi son incapacité de répondre aux besoins de l'humanité, et décharge maintenant la crise sur le dos des travailleurs.

Les femmes travailleuses et pauvres n'ont rien à fêter ce 8 mars.

Les femmes travailleuses, doublement attaquées par l'exploitation et la discrimination, font face à cette crise en occupant une grande part des emplois précaires : que ce soit dans les *maquilas* au Mexique, en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, dans les zones franches du Brésil, dans le travail de semi-esclavage de la confection en Argentine, dans les emplois misérables des immigrants aux Etats-Unis et en Europe. Sous la pression de la crise, les gouvernements réduisent encore davantage les budgets de la santé et de l'éducation. Les prix augmentent pour les crèches, les services publics, le transport. Et ne parlons même pas de la culture ou des loisirs, éternellement reléguées à plus tard. Les travaux publics, pourtant tellement nécessaires pour la protection de la femme - comme l'éclairage de la voie publique - sont littéralement oubliés. Le sont d'ailleurs aussi tous ceux qui concernent la préservation de la santé, de la famille - comme la construction de nouveaux logements - d'égouts, le traitement des ordures... La possibilité d'obtenir des emplois dignes qui garantissent l'indépendance financière - une condition essentielle pour l'émancipation de la femme - est un horizon qui s'éloigne de plus en plus, et pas uniquement en Europe et aux Etats-Unis, régions où se situe le centre de la crise. Une analyse de la Cepal montre que, très probablement, des activités avec une haute participation de main d'œuvre féminine, comme le commerce, les services financiers, l'industrie textile, les *maquilas*, seront affectées par la crise. Il en est de même pour le tourisme et les services domestiques, qui concentrent une grande masse de travail féminin, surtout parmi les travailleuses immigrantes. Mais la femme travailleuse n'est pas seulement attaquée comme faisant partie de la classe ouvrière, elle l'est aussi comme femme au foyer et comme mère. Qu'elles gardent leur emploi ou non, elles devront souffrir du chômage massif de leur compagnon. Dans beaucoup de cas, elles seront obligées d'augmenter la journée de travail avec toute une série de travaux informels, de manière à faire tenir le foyer, alors qu'elles continueront dans le même temps à se charger de toutes les tâches domestiques. Elles souffriront aussi la détérioration progressive de l'éducation, de la santé et de tous les services sociaux. Elles auront davantage de difficultés pour s'occuper de leurs jeunes enfants et adolescents et de leurs vieux parents. Et les femmes immigrantes en Europe et aux Etats-Unis, dont les maris sont devenus les principales victimes de la crise, subissent d'ors et déjà cette réalité dans toute son intensité. Face à cette réalité, la publicité capitaliste qui « rend

hommage » à la femme en « sa » journée est particulièrement hypocrite. Les femmes travailleuses n'ont rien à fêter ce 8 mars. Ce qu'elles doivent faire aujourd'hui, c'est se battre parce qu'elles sont licenciées des usines, des banques, des bureaux, des hôpitaux, des magasins. Elles doivent se battre parce que leurs maris sont dans la rue et qu'elles sont obligées de se charger de tout le fardeau de la maison. Elles doivent se battre pour défendre l'école et l'hôpital public, parce que de cela dépend l'éducation et la santé de leurs enfants.

La crise économique aggrave toutes les formes d'oppression

La destruction progressive des services publics surcharge encore les tâches de la femme travailleuse et pauvre, en renforçant les chaînes de l'esclavage domestique. Le chômage massif frappe non seulement les conditions de vie de la famille ouvrière, mais charrie aussi avec lui la détérioration des relations humaines. C'est avec la perte de perspectives d'avenir que se développe l'évasion dans l'alcool et la drogue. Tout cela aboutit à une plus grande violence dans la société et dans la famille ouvrière, dont les femmes et les enfants sont les principales victimes. Tous les jours, on voit des cas de femmes frappées, d'enfants abusés, de femmes violées. Et cela ne cessera d'augmenter dans la mesure où croît le chômage. De même, il y aura une augmentation du harcèlement sexuel dans le lieu de travail, de par la peur des femmes de le dénoncer, craignant d'être mises au chômage. Par l'aggravation des conditions de vie, le manque d'éducation sexuelle et la difficulté d'accéder aux méthodes de contraception, davantage de femmes travailleuses et pauvres seront obligées de recourir aux avortements clandestins (ou aux méthodes brutales des avortements faits à la maison), lors de grossesses non souhaitées ou face à l'impossibilité de donner une vie digne à leurs enfants. Et entre-temps, les cliniques clandestines continuent à gagner des fortunes grâce à la législation répressive qui empêche que l'avortement soit réalisé dans les hôpitaux de manière gratuite, et dans les meilleures conditions médicales. Dans une grande partie des pays coloniaux et semi-coloniaux, ces cliniques se trouvent déjà à la deuxième place des grands business, juste après le trafic de drogues. Une culpabilité particulière incombe ici à l'Eglise catholique qui, avec sa politique hypocrite de « défendre la vie », envoie des millions de femmes travailleuses et pauvres à la mort ou à la mutilation. Les gouvernements sont tout aussi responsables, d'abord en détruisant, à l'aide de leurs plans, les conditions de vie de la femme travailleuse, et par la suite, en capitulant aux pressions de l'Eglise et aux intérêts des propriétaires des cliniques clandestines en refusant la dépénalisation de l'avortement. Celles qui souffrent le plus cette situation terrible sont les femmes travailleuses les plus pauvres et marginalisées, les noires, les immigrantes, et parmi elles, les plus jeunes. Toutes sont oubliées et laissées pour compte, même par des gouvernements qui disent « gouverner pour tous », comme ceux de Lula et de Chavez.

La bourgeoisie promet des femmes pour appliquer ses politiques contre la classe ouvrière et les peuples du monde. Ce n'est qu'avec un gouvernement ouvrier et populaire que l'on pourra avancer sur le chemin de l'émancipation de la femme.

Aux femmes travailleuses et pauvres, il ne reste pas d'autre chemin que de se battre pour que la classe ouvrière assume le pouvoir. Aussi longtemps que le monde sera dominé par l'impérialisme, à travers ses gouvernements bourgeois, l'oppression de la femme continuera. Il en est ainsi parce que le capitalisme utilise cette oppression pour augmenter l'exploitation de toute la classe ouvrière, et cela va encore s'accroître avec la crise et la politique de la faire payer par les travailleurs. Au fur et à mesure que la crise avancera, croîtra aussi la tendance de la bourgeoisie à imposer des femmes (ainsi que des noirs et des indigènes), dans les principales fonctions d'Etat. La participation de la femme dans les parlements et les gouvernements bourgeois, encore réduite, avance partout dans le monde. Cela est un reflet biaisé de la lutte des femmes pour leur émancipation. Mais les femmes travailleuses et pauvres ne doivent pas se laisser tromper. Le rôle de ces femmes est de donner une façade « féministe » pour appliquer, avec davantage de facilité, des politiques contre les femmes travailleuses et pauvres, et contre l'ensemble de la classe ouvrière et des secteurs populaires. Pour le confirmer, il suffit de voir le rôle qu'accomplissent Cristina Kirchner en Argentine, Michele Bachelet au Chili ou Dilma Rouseff (une des principales figures du gouvernement de Lula) au Brésil. Aux Etats-Unis, Hillary Clinton remplace Condoleezza Rice, qui était chargée d'appliquer la politique de Bush partout dans le monde. Aujourd'hui, Hilary Clinton fera le même travail pour Obama, en commençant par concrétiser l'envoi de troupes en

Afghanistan. Dans la Bande de Gaza, les femmes et les enfants ont été les principales victimes des bombardements israéliens. Nul cri de protestation n'a pu être entendu, ni de Condolezza, ni de Hillary, ni d'aucune autre des femmes puissantes qui participent dans des gouvernements ou les dirigent. En Israël, le parti Kadima, qui menait le gouvernement qui a décidé des bombardements de Gaza et qui vient de gagner les élections, est dirigé par une femme, Tzipi Livni. Que peuvent attendre les femmes palestiniennes de cette autre femme, qui n'a rien fait pour arrêter les bombardements et qui a la politique de former un gouvernement avec le Likud, le parti fasciste de Benjamin Netanyahu ? En ce 8 mars 2009, alors que les femmes palestiniennes sont encore en train d'essayer de se remettre du bain de sang provoqué par Israël dans la Bande de Gaza, nous faisons appel à la classe ouvrière mondiale, et spécialement aux femmes travailleuses et pauvres, pour soutenir la résistance palestinienne contre la politique criminelle d'Israël et de l'impérialisme. A bas le blocus ! Que tout les Palestiniens, et surtout les femmes enceintes, aient libre accès aux soins médicaux ! Que s'arrête immédiatement la destruction des maisons des Palestiniens ! Punition exemplaire pour tout soldat israélien qui abuse d'une femme palestinienne ! Imposition immédiate de mesures pour protéger les droits des femmes, la création de maisons de refuge et autres services pour protéger les femmes et les enfants de la violence ! Qu'il ne reste plus aucun soldat israélien dans la Bande de Gaza ! Pour la fin d'Israël, l'Etat sioniste génocide ! Pour une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste !

A bas le capitalisme et l'impérialisme !

Voilà ce que doit être le cri de guerre des femmes travailleuses et pauvres en ce 8 mars. Face à cette immense crise qui attaque brutalement des millions de femmes et d'hommes partout dans le monde, nous devons construire une issue des travailleurs. Partout dans le monde, des millions de femmes s'incorporent à la lutte. Au Moyen-Orient, avec leurs têtes encore couvertes par le voile, les femmes saisissent les armes pour combattre, que ce soit en Palestine ou en Iraq. Dans la lutte engagée contre les licenciements, elles participent en défendant leurs emplois ou en formant des commissions de femmes au foyer pour défendre le travail de leurs compagnons. Les enseignantes, tout comme les étudiantes, sont à la tête de la lutte en défense de l'éducation, depuis la Grèce jusqu'en Amérique latine. C'est fondamental, car sans la participation des femmes travailleuses, des jeunes étudiantes, il n'y a pas de victoire possible. Les problèmes de la femme sont les problèmes de l'ensemble de la classe ouvrière. Pour obtenir que ce soit les capitalistes qui payent la crise qu'ils ont provoquée, et non les travailleurs, les femmes et les hommes de la classe ouvrière doivent envisager la lutte en commun

- **contre toute forme de discrimination** : salaire égal pour travail égal, crèches dans tous les lieux de travail et d'étude, proportionnalité de femmes dans les directions syndicales ;
- **en défense de la vie des travailleuses** : dépénalisation de l'avortement, refuges pour les femmes en danger ;
- **en défense de l'éducation et de la santé publiques** : augmentation immédiate des budgets de l'éducation et de la santé ;
- **en défense de l'emploi et du salaire** : diminution de la journée de travail sans diminution de salaire, salaire indexé sur l'inflation, nationalisation sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie.

Mais la lutte syndicale n'est pas suffisante. Il faut en finir avec le capitalisme et le remplacer par une nouvelle société, la société socialiste, qui ne soit pas organisée en fonction de l'obtention du profit pour quelques-uns, mais en fonction des tâches pour répondre aux nécessités de l'ensemble de l'humanité. Cette société socialiste sera possible seulement à partir du triomphe de la révolution ouvrière et populaire qui met la classe ouvrière au pouvoir. Et cela ne sera pas possible sans la participation des femmes travailleuses, qui forment plus de 50% de la classe ouvrière mondiale. Comme l'ont fait les travailleuses du textile russes, en octobre 1917, les femmes doivent rompre les entraves de la société machiste, pour occuper la place qui leur revient dans l'histoire. Le triomphe de la révolution socialiste requiert la construction d'un parti révolutionnaire mondial.

Pour que cette construction soit un succès, la participation des meilleures combattantes de la classe ouvrière avec rôle de direction est indispensable. Avec cette conviction, en ce 8 mars, en saluant les luttes de la femme travailleuse dont la résistance palestinienne est un symbole, la LIT-QI, reprend l'appel du Programme de la Quatrième Internationale : Place aux femmes travailleuses ! Place à la jeunesse !

Vive la lutte de la femme travailleuse contre l'oppression et l'exploitation!

Unité de la classe ouvrière contre les licenciements et la perte de droits!

A bas le capitalisme impérialiste!

Vive la lutte pour la révolution socialiste mondiale !

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

le 7 mars 2009